



HAL
open science

La conspiration du réel

Valéry Didelon

► **To cite this version:**

| Valéry Didelon. La conspiration du réel. Le visiteur, 2001. halshs-02297036

HAL Id: halshs-02297036

<https://shs.hal.science/halshs-02297036>

Submitted on 27 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La conspiration du réel

Valéry Didelon

Aux Pays-Bas, aujourd'hui considérés comme la scène privilégiée de toutes les expérimentations architecturales et urbaines, une génération d'architectes a fait de l'intensification du « réel » son principal credo. Valéry Didelon, après cinq années passées dans plusieurs de ces agences, se penche ici sur les raisons et les ressorts de cette attitude. En dressant sa généalogie, en analysant ses résonances politiques, il en montre également les limites.

L'architecture et l'urbanisme jouissent d'un statut particulièrement enviable aux Pays-Bas. Ils sont à la Hollande ce que le cinéma est à la France: une exception culturelle qu'il convient de préserver et de développer. Grâce au soutien des publications, à la dotation généreuse du NAI¹, à l'octroi de bourses d'études, aux aides accordées pour la création d'agences et aux invitations à concourir, l'État néerlandais entretient un climat propice au dynamisme de l'architecture et de l'urbanisme². Alors que les mutations urbaines semblent partout échapper à ceux qui en ont la charge, les Pays-Bas apparaissent aujourd'hui comme le lieu où émerge ce que l'on appellera plus loin « une avant-garde pour le meilleur et pour le pire ». En effet, fidèles à une longue tradition du radicalisme initiée par Gerrit Rietveld et Theo Van Doesburg à l'époque héroïque de la modernité, et poursuivie par Aldo Van Eyck en son temps, les architectes et les urbanistes néerlandais d'aujourd'hui exacerbent des positions qui se manifestent ailleurs avec plus de retenue. On verra pourtant comment Rem Koolhaas et ses épigones renouvellent profondément le statut de l'avant-garde, jusqu'à vider le vocable lui-même de sa signification historique, dans la mesure où ils ne cherchent pas à rompre avec la culture dominante, mais au contraire l'accompagner et s'en font les messagers.

¹ Valéry Didelon est architecte. Il travaille à Paris et à Rotterdam.

Dès 1994, dans son texte « What ever happened to urbanism »³, Rem Koolhaas énonçait ce qui pourrait constituer pour lui un renouvellement salutaire de l'urbanisme. Partant du paradoxe que l'urbanisme comme discipline agonise au moment même où l'urbanisation triomphe, il en appelait à une rupture profonde avec les usages en vigueur. Pour lui, l'échec du modernisme à transformer son environnement était acquis, et les substituts postmodernes (de l'historicisme à la déconstruction) n'avaient pas su lui apporter d'alternatives crédibles. Plus qu'à un simple changement de méthode, il en appelait à un renouvellement idéologique et concluait son texte ainsi : « Et si nous déclarions tout simplement que la crise n'existe pas, et que nous redéfinissions notre relation avec la ville pour en devenir les supporteurs, les simples sujets plutôt que les auteurs ? » C'est là une rupture majeure qui traverse aujourd'hui l'urbanisme aux Pays-Bas, sous la forme d'une stratégie du réel. On reviendra ici sur ce que signifie ce passage de l'acteur au supporteur et sur ce qu'implique le dépassement de cette crise, mais on peut déjà noter à quel point c'est là une approche inédite dans l'histoire de l'urbanisme aux Pays-Bas.

LE TRIOMPHE DE LA VOLONTÉ

La Hollande est marquée par une longue tradition de volontarisme en matière d'aménagement du territoire. C'est un pays constamment menacé, un « *man made land* » qui ne doit sa pérennité qu'à l'action séculaire de ses habitants pour se protéger des eaux. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la mise en œuvre du réseau des canaux avait garanti la survie des populations et favorisé le rayonnement de la Hollande à travers toute l'Europe. Cette première victoire sur la géographie avait conforté les Néerlandais dans leur capacité à transformer leur environnement et va leur permettre de relever le défi de la croissance démographique. Sur le territoire exigu qui est le leur, c'est encore grâce à leur volontarisme que les Néerlandais ont pu faire face à la croissance urbaine. Au XX^e siècle, le *welfare state*, l'État providence, a assuré le développement harmonieux des villes hollandaises. Amsterdam est l'exemple même d'une cité dont la croissance n'a été possible que grâce à une action énergique des pouvoirs publics. Avec sa première extension d'envergure, celle du plan de Berlage pour Amsterdam-sud en 1913-1915, l'urbanisme et l'architecture monumentale ont fusionné au profit d'une pensée de la ville articulée autour de la production d'espaces résidentiels. Dans les années trente, Cornelis Van Eesteren a mené, avec le Plan général d'extension d'Amsterdam, un travail analytique et prospectif qui visait à organiser le fonctionnement de la cité par la maîtrise de l'eau et des sols, le développement industriel, la gestion du trafic automobile et surtout l'offre de logements confortables et bon marché.

En pratique, c'est l'étroite collaboration entre État, municipalités, sociétés immobilières et entrepreneurs qui a assuré une croissance urbaine harmonieuse tout au long du XX^e siècle. L'objectif consensuel était d'améliorer le bien-être des habitants et d'assurer à chacun un logement décent. De son côté, l'État subventionnait le logement en finançant la différence entre les coûts de construction et les loyers modérés exigés par l'équivalent des offices HLM, tandis que les municipalités mettaient en œuvre la politique d'aménagement, finançaient les projets et choisissaient les résidents. Le rôle des régies immobilières consistait à tirer vers le haut la qualité des logements pendant que la concurrence parmi les entrepreneurs tirait les prix vers le bas. Quant aux architectes, ils étaient engagés par ces mêmes régies sur proposition des municipalités. Une fois leurs projets acceptés, ils pouvaient largement peser sur le processus lors de la mise en œuvre. Ce système à base de subventions a marqué le triomphe idéologique de la social-démocratie aux Pays-Bas, laquelle trouvait un relais pertinent dans l'urbanisme proposé par les CIAM (présidés dès juin 1931 par Cornelis Van Eesteren). Les architectes et urbanistes modernes ont apporté une réponse circonstanciée à ce souci de transformer activement la société en organisant rationnellement son environnement artificiel (transformer la quantité en qualité par l'abstraction et la répétition). Depuis la reconstruction de Rotterdam jusqu'à l'édification de Bijmermeer, l'urbanisme moderne aux Pays-Bas aura été le symbole du triomphe de la volonté.

Si ce modernisme est par la suite entré en crise du fait d'une nouvelle donne économique, politique et sociale, il a été l'objet dès les années soixante aux Pays-Bas d'une critique endogène dont le Team Ten fut le laboratoire. Lorsque Aldo Van Eyck déclarait: «Nous ne savons rien de la multitude – nous ne pouvons pas y faire face – ni comme architectes, ni comme urbanistes, ni comme personne d'autre », il pointait très précisément les limites de l'association entre le *welfare state* et l'urbanisme moderne.

LE « NEW DEAL » LIBÉRAL

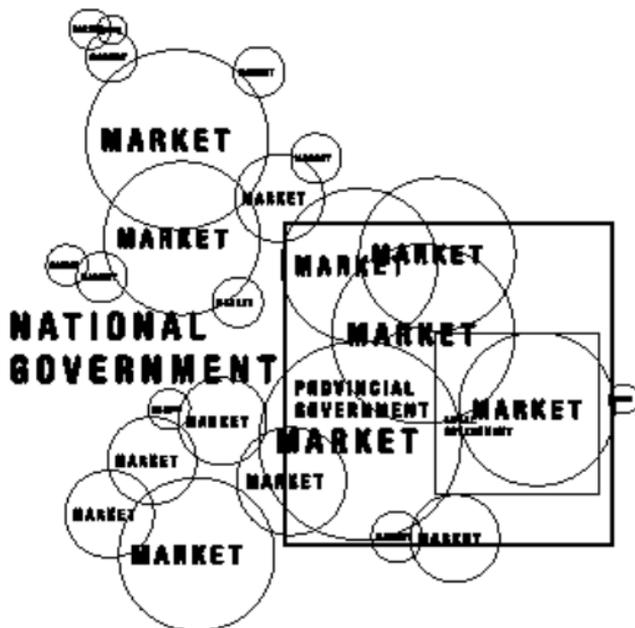
À partir du milieu des années 80, deux tendances lourdes remettent en cause le modèle en place: d'une part la déconcentration des pouvoirs publics, de l'autre le désengagement de l'État au profit du marché. Dans un souci de démocratisation, les Pays-Bas s'engagent dans un processus de décentralisation dont les conséquences en termes d'aménagement urbain sont considérables. Amsterdam, par exemple, est divisé en plusieurs sous-municipalités, qui s'attachent chacune à développer une politique d'aménagement autonome. Rem Koolhaas a bien montré comment le sous-conseil municipal d'Amsterdam-Nord (nouvellement créé) a conduit le projet pour Ij-plein³ dans une direction opposée à ce que souhaitait l'autorité municipale centrale.

De manière plus générale, c'est l'ensemble de la chose publique qui s'émiette, à la verticale comme à l'horizontale. Les responsabilités sont réparties en fonction des échelles territoriales (État, région, agglomération, municipalité, quartier...) tandis que les prérogatives sectorielles se renforcent (logements, travaux publics, distribution des eaux...). Ainsi l'autorité publique se disperse-t-elle progressivement dans une nébuleuse administrative et politique aux contours flous et aux intentions parfois contradictoires.

Mais le bouleversement le plus important apparaît lorsque la classe politique néerlandaise s'accorde pour déclarer que le développement économique et social doit dès lors passer par le désengagement de l'État et le recours au marché⁶. La privatisation des régies immobilières publiques, symbole de l'alliance objective entre la social-démocratie et les forces du marché, retire à l'État son rôle historique d'aménageur urbain. L'urbanisation récente de Borneo et Sporenburg, deux anciens môles du port d'Amsterdam, est caractéristique de cette nouvelle donne. Marcel Smets a montré combien cette opération rompt avec la tradition des nouveaux districts urbains initiée par Berlage⁷ pour s'engager dans la voie d'un urbanisme opportuniste et lucratif. Avec ce projet, la ville d'Amsterdam abandonne non seulement la maîtrise d'ouvrage au secteur privé, mais elle initie et encourage un vaste processus de gentrification. L'aménagement urbain est ainsi de moins en moins action politique et de plus en plus activité économique; on assiste ici à une privatisation massive du pouvoir effectif de transformer l'environnement. Symbole de cette révolution libérale, le consortium privé chargé de l'urbanisation de Bornéo et Sporenburg a été baptisé « New Deal »; et ce n'est pas le moindre des paradoxes que de voir le désengagement des pouvoirs publics associé à un vocable jusque-là lié à l'histoire du *welfare state*.

C'est avec la politique dite du VINEX⁸ que cette nouvelle donne prend toute sa mesure. Comparable sur la forme avec la reconstruction d'après-guerre (planifier la réalisation d'un million de logements neufs entre 1995 et 2005), il s'agit sur le fond d'une opération complètement différente. En confiant largement la réalisation de ce programme au secteur privé, les pouvoirs publics vont eux-même se priver de toute capacité réelle à influencer le développement urbain proprement dit. De plus la multiplication des niveaux de décisions politiques affaiblit encore leur position face au front des promoteurs privés, unis par leurs objectifs communs. Bien qu'à l'origine du processus, l'État et les collectivités territoriales deviennent les spectateurs impuissants de cette urbanisation sans précédent.

Aussi, lorsque Rem Koolhaas plaide pour un urbanisme de spectateur plutôt que d'acteur, lorsqu'il propose de renoncer à la « culture de la crise », il rencontre un écho favorable aux Pays-Bas, car c'est la société tout entière qui est en train de tourner une page. La posture adoptée par Koolhaas n'est ni anachronique ni réellement subversive; elle est dans l'air du temps.

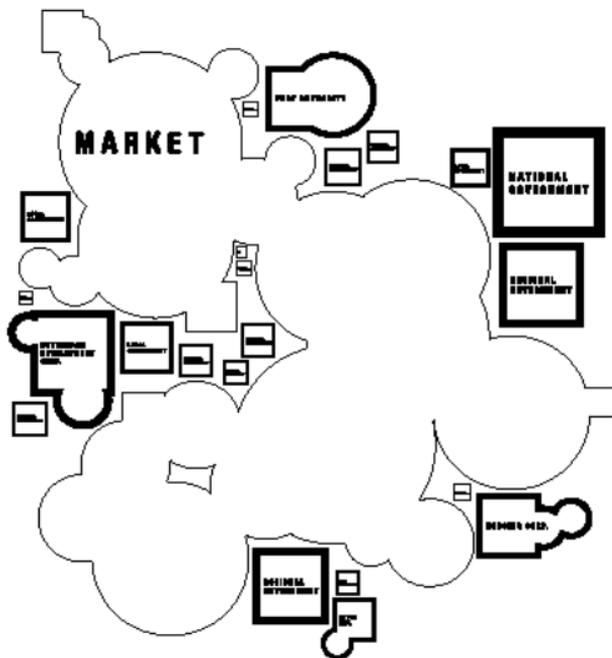


« L'aménagement urbain est ainsi de moins en moins action politique et de plus en plus activité économique; on assiste ici à une privatisation massive du pouvoir effectif de transformer l'environnement. »

Ci-contre et page suivante : organigrammes de Crimson Architectural Historians.

POUVOIR ET CRISE

L'État providence passe ainsi définitivement la main à une alliance improbable entre les forces du marché et la démocratie locale. La réalité du pouvoir s'habille aujourd'hui de nouveaux atours que les réflexions du philosophe Gilles Deleuze comme l'historien Frank Ankersmit nous permettent de mieux comprendre. Aux trois modèles successifs d'organisation sociale décrits par Gilles Deleuze⁹ – les sociétés de souveraineté, les sociétés disciplinaires et les sociétés de contrôle – correspondent pour Frank Ankersmit trois paradigmes du pouvoir¹⁰. Pour l'un comme pour l'autre, nous vivons aujourd'hui la décomposition finale des sociétés disciplinaires¹¹ pour entrer dans l'ère du contrôle où règne le « troisième paradigme du pouvoir ». Celui-ci se manifeste avant tout en creux; on trouve sa trace partout où l'on constate une absence de pouvoir formel. Il est ce qui rongé les institutions que nous avons héritées des sociétés



disciplinaires, et on ne fait que reconnaître implicitement sa réalité partout où l'on condamne l'impuissance des États modernes. Il englobe l'influence des forces du marché, l'emprise de la bureaucratie, la défense des intérêts particuliers (« nimbisme »¹⁷) ou encore le poids des corporatismes. Même s'il reste insaisissable, même s'il n'a ni forme ni origine clairement identifiable, il est, à l'image des marchés financiers, aussi réel qu'influent.

Si la mise en œuvre de l'architecture et de l'urbanisme suppose une relation dialectique entre les développements internes de la discipline et le pouvoir externe nécessaire à leur réalisation, la mutation profonde de ce dernier ne peut que transformer, tant sur le fond que sur la forme, la fabrication de la ville contemporaine. L'architecte comme l'urbaniste doivent maintenant composer avec les faisceaux croisés des contraintes issues de ce troisième paradigme du

pouvoir. Lorsqu'il a tenu compte des revendications des associations de quartiers, des dispositions environnementales (nuisance sonore, pollution des sols...), des directives d'aménagement (POS, COS), des contraintes liées à la conjoncture économique (coût de la construction) et des exigences de rentabilité (marché de l'immobilier), il ne reste qu'un petit espace contraint où l'architecte peut dessiner son bâtiment et l'urbaniste sa ville. En fait, il ne subsiste qu'une forme sans auteur qui est la transcription spatiale du troisième paradigme du pouvoir dont parle Frank Ankersmit.

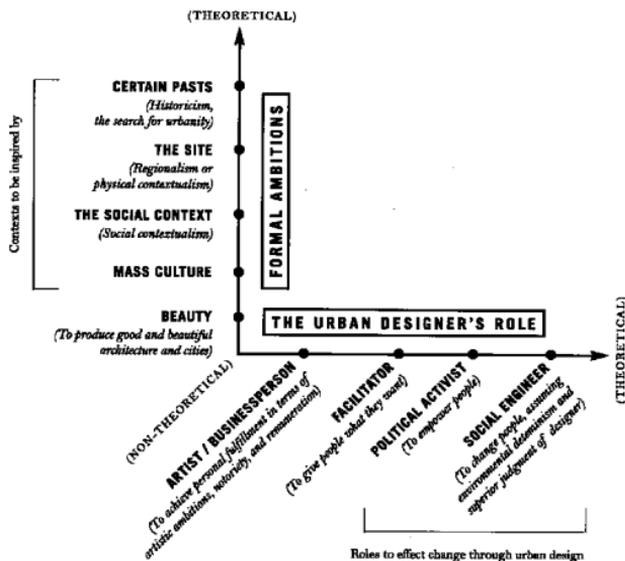
Avec le passage du *welfare state* au *new deal* libéral, toutes les conditions étaient réunies pour plonger les architectes et les urbanistes dans une crise majeure. Alors que l'intégrité et la cohérence de l'autorité publique (dont ils partageaient les objectifs) les assuraient de l'établissement d'un échange constructif, les nouvelles formes de pouvoir les condamnent à un dialogue impossible dont ils font le plus souvent les frais. L'alliance objective entre la social-démocratie et l'urbanisme moderne a définitivement vécu, et ils doivent faire face avec angoisse à un vide culturel sans précédent. En fait, c'est le contrat entre urbanisme et politique qui arrive à terme et son renouvellement ne semble plus à l'ordre du jour. C'est pourquoi il ne s'agit pas d'une crise au sens classique du terme *crisis*, à savoir un moment de décision, mais plutôt d'un mouvement de décomposition de la discipline³. Dès la fin des années quatre-vingt, le triomphe du post-modernisme¹⁴ aux Pays-Bas a incarné cette réduction *a minima* du rôle des architectes et des urbanistes. Délaissant l'ingénierie sociale, ils se sont réfugiés dans la fiction (historique, géographique ou psychologique) pour devenir les décorateurs complaisants du nouvel ordre économique, social et culturel – ce que souligne Rem Koolhaas lorsqu'il déclare : « Comment expliquer le paradoxe que l'urbanisme, comme profession, a disparu au moment où l'urbanisation est partout en voie d'établir le triomphe global et définitif de la condition urbaine ? » Le post-modernisme a ainsi marqué un point de non-retour : le divorce entre l'urbanisme et la réalité urbaine a été prononcé.

L'APOLOGIE DU RÉEL

Dès le milieu des années quatre-vingt-dix, les urbanistes et les architectes néerlandais de la nouvelle génération entreprennent de reconquérir leurs disciplines. Parmi eux, MVRDV, West 8, NL architects, ONE architecture, MAX1... adoptent une posture intellectuelle qui leur permet de survivre et même de s'épanouir dans ce que certains appellent déjà une seconde modernité. Aux Pays-Bas et ailleurs, de nombreuses critiques se sont évertués à les réunir en un même courant ; on retiendra ici le terme de *fresh conservatism* proposé par Roemer Van Toorn dès 1996 pour le caractériser¹⁵. Cette appellation est d'autant plus intéressante qu'elle dépasse les appréciations esthétiques auxquelles renvoient les qualifica-

tifs de « néo » ou de « sur-modernisme »¹⁴. Au mot *fresh* correspondent un optimisme sans bornes, une propension évidente au dialogue et à la tolérance, une énergie communicative, un hédonisme de rigueur... C'est une forme de conjuration du désarroi qui habite la génération précédente. *Conservatism* renvoie, lui, à l'adhésion aux valeurs en place, au rejet des réformes radicales, de l'utopie, et à la recherche permanente du consensus. En assurant la synergie entre la préservation de l'acquis et l'aspiration à la nouveauté, le *fresh conservatism* correspond à l'air du temps; son horizon politique est l'alliance entre la social-démocratie et l'économie de marché. Cet oxymore résulte de la tension entre l'aspiration à l'individualisation, à la différence, et la tendance accrue de la modernisation à tout homogénéiser.

Une telle position rompt avec ce que le modernisme et le post-modernisme avaient en commun, à savoir le désir d'un ailleurs. Le premier était en quête d'un avenir meilleur; le second plaidait pour le retour à un passé regretté (historicisme, néo-régionalisme). Le *fresh conservatism* ne cherche pas à échapper au présent; c'est au contraire son terrain de prédilection. La banalité quoti-



« Thèmes de l'urbanisme postmoderne » extrait de *Postmodern urbanism* de Nan Ellin, Princeton Architectural Press.

dienne de la ville contemporaine est la source inépuisable d'inspiration de cette jeune génération d'architectes néerlandais qui doit beaucoup à Robert Venturi. Les sites qui retiennent leur attention sont des espaces ordinaires (centres commerciaux, parcs de loisirs, banlieues résidentielles), dégradés (friches industrielles, terrains vagues), techniques (réseaux de communication, de distribution) ou encore tabous (*red light district*, lieux de criminalité). Ils les parcourent comme des touristes professionnels qui préfèrent rester à domicile, et pour qui le véritable exotisme réside au cœur du présent, au cœur du «réel». On pourrait parler ici d'une conspiration du réel, tant ses protagonistes aspirent résolument au consensus, et pour peu que l'on en revienne à l'étymologie du terme où conspirer signifie « respirer ensemble ».

Le modernisme et le post-modernisme se fondaient sur une critique intellectuelle de la société, au risque pour l'un de se heurter à l'impossibilité d'édifier un monde meilleur et pour l'autre de camper dans un rejet amer. Le *fresh conservatism* cherche à sortir de cette impasse en substituant l'optimisme de l'action au pessimisme de la réflexion (dont Aldo Van Eyck fut la figure majeure aux Pays-Bas). Leur travail commence par l'analyse et l'étude de ce qui est si banal qu'on ne le remarque plus. Les éléments les plus médiocres, les exigences strictes du programme et les législations les plus contraignantes sont analysés plus ou moins scientifiquement. (L'usage systématique des statistiques tient à cet égard parfois plus de la numérologie comme activité divinatoire que d'un véritable travail de recherche¹⁷.) Chaque donnée est ensuite déformée, manipulée jusqu'à ce qu'elle apparaisse sous un jour nouveau et devienne susceptible de provoquer un choc. MVRDV a ainsi fait du WoZoCo, un immeuble de logement pour personnes âgées, l'un des bâtiments les plus branchés de ces dernières années, à tel point qu'il est devenu la figure centrale d'une publicité de la télévision néerlandaise. Ce qui était banal devient ainsi radical, et l'extraordinaire peut désormais surgir du plus conventionnel. Pour ces agences, seul le pragmatisme est capable de produire de l'inédit; leur slogan est comme une réinterprétation libérale du slogan de mai 1968: « Soyons réalistes, demandons l'impossible. » La manipulation du réel est ainsi envisagée comme un moyen de combiner la recherche critique et l'action constructive. L'architecture comme l'urbanisme sont ainsi abordés en termes d'idéalisation systématique et de surestimation du possible, deux outils conceptuels forgés à l'origine dans le cadre de l'OMA.

DU RÉEL AU NATUREL

L'apologie du réel dont la jeune génération des architectes et urbanistes néerlandais a fait son credo prend à l'évidence ses origines dans le travail et les écrits de Rem Koolhaas. Si c'est avec *New York Délire* puis *S, M, L, XL* que celui-ci a largement diffusé ses positions, c'est dans son passé de journaliste

qu'il a construit sa posture intellectuelle. Bart Lootsma¹⁸ a bien montré que le *nul-journalism*, dont Koolhaas fut un des hérauts à la fin des années soixante, s'attachait à montrer que les faits étaient plus importants que les commentaires, que l'information pouvait se passer d'opinion et que le rôle du critique était obsolète. Pour Koolhaas, le travail du journaliste consistait à rapporter les faits avec autant de précision que de neutralité, la subjectivité créative résidant dans la sélection des faits objectifs et dans la capacité à attirer l'attention sur des événements sous-estimés. C'est donc dès cette époque qu'il a conceptualisé ce qu'il cherche à mettre aujourd'hui en pratique dans l'urbanisme: le dévoilement du réel.

Pourtant, dès lors qu'il se veut le reporter de la ville contemporaine, Rem Koolhaas se place lui-même sous le coup de la critique légitime dont font aujourd'hui l'objet les journalistes. On peut alors envisager l'analyse de ses positions et de celles de ses épigones sous l'angle de la critique des médias: dans quelle mesure le renoncement à l'opinion et à l'engagement est-il un positionnement vraiment neutre? Le fait de rapporter la réalité telle quelle n'est-il pas le meilleur moyen de cautionner les forces à l'œuvre? Si les grands *networks* américains et européens sont parfois accusés d'être les complices actifs des événements qu'ils couvrent (conflits, bouleversements économiques...), l'urbanisme-reporter que prône aujourd'hui Rem Koolhaas ne participe-t-il pas lui aussi à sa façon au développement d'une pensée unique de la ville? Il y a dans ses reportages successifs toujours moins de distance critique: ce qui était fantasmé dans *New York Délire* puis constaté dans *S,M,L,XL* semble maintenant entériné dans le catalogue *Mutations*. Peut-on éternellement rendre compte sans jamais avoir à rendre des comptes?

La position de Rem Koolhaas tend à la naturalisation des phénomènes urbains. Il nous présente la ville en devenant (*generic city*) comme une somme de transformations chaotiques et inexplicables qui échapperaient à toute finalité. La ville qu'il décrit semble mue par des lois quasi organiques; elle n'est plus le résultat d'une construction culturelle mais un état de fait, où le réel est donné pour naturel. L'idée d'un devenir biologique de l'urbanisation est renforcée par les références répétées au mot « mutation », même si l'on feint d'ignorer que celles-ci sont aujourd'hui le plus souvent provoquées et instrumentalisées. La position qu'adopte Rem Koolhaas rappelle ainsi celle d'Alan Greenspan lorsque celui-ci évoque « l'exubérance irrationnelle » des marchés financiers¹⁹. L'un comme l'autre sont pourtant bien placés pour savoir que l'urbanisation comme la mondialisation ne sont pas des phénomènes naturels. Le politique et l'urbaniste ne semblent perdre le contrôle de l'une et de l'autre que parce qu'elles obéissent à des rationalités qui les dépassent. Si on peut reconnaître à Koolhaas le mérite d'avoir remis le monde dans lequel nous vivons au centre des préoc-

cupations des architectes, on peut lui reprocher de ne lever sur la réalité urbaine qu'un coin du voile et de s'en tenir au désordre apparent. Bref, de ne pas aller au bout de sa démarche.

ORGWARE

Située en marge de la scène néerlandaise, c'est sans doute l'équipe Crimson qui a su le mieux reprendre la tâche là où Rem Koolhaas l'avait laissée. Crimson Architectural Historians²⁰ est une agence basée à Rotterdam, qui intervient comme consultante auprès d'agences d'urbanisme et d'institutions publiques. Depuis sa création, en 1994, cette structure a entrepris d'aborder les phénomènes urbains contemporains sous l'angle de l'ordre-qui-se-cache-d'arrière-le-désordre. S'ils constatent, comme Rem Koolhaas, le déclin de l'urbanisme, les membres de Crimson ne voient pas dans l'urbanisation contemporaine une absence d'ordre, mais au contraire un trop-plein d'intentions. Pour eux, la politique du VINEX a produit une vague d'urbanisation qui procède d'une saturation des désirs auxquels les urbanistes peinent à faire face. La problématique du VINEX ne serait pas tant une affaire de paysage (comment enrayer la suburbanisation et préserver l'espace naturel) qu'une question d'arbitrage entre l'idiosyncrasie des politiciens locaux, les normes environnementales, les stratégies immobilières, etc.

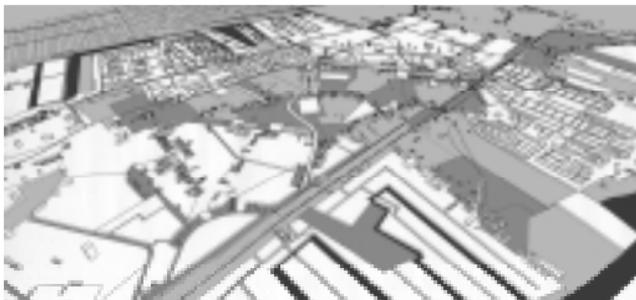
Aussi le travail de Crimson s'articule-t-il autour de la notion d'*orgware*²¹, une contraction de *organisation ware*, terme issu de la littérature du management. L'*orgware* est un faisceau de déterminants économiques, politiques ou administratifs qui façonne un paysage invisible de contraintes et d'opportunités (*datascape*). La topographie culturelle est jugée plus déterminante encore que la topographie naturelle. L'*orgware* précède la mise en œuvre de savoirs (*software*) tout comme il précède la réalisation d'artefacts (*hardware*). Mettre à jour



l'orgware, c'est reconnaître le rôle moteur que joue dans la fabrication de la ville le troisième paradigme du pouvoir qu'évoque Frank Ankersmit. Là où Koolhaas entreprend la naturalisation du réel, Crimson s'attache à dévoiler la composante culturelle de notre environnement.

LEIDSCHHE RIJN

En collaborant au projet mené par MAX1²³ pour la ville nouvelle de Leidsche Rijn (le plus grand des sites VINEX), Crimson a su montrer que l'urbanisme était avant tout une question d'*orgware*. Avec ses 30 000 logements et ses 700 000 mètres carrés de bureaux (2550 hectares à aménager en vingt ans), le projet visait à réaliser une extension compacte de la ville d'Utrecht. Profitant de la présence d'une infrastructure autoroutière majeure sur le site, MAX1 et Crimson ont mis en évidence l'impact déterminant des contraintes culturelles par rapport aux contraintes naturelles : ce n'était pas comme objet physique que cette autoroute posait problème, mais comme vecteur de contraintes réglementaires. La législation néerlandaise relative aux nuisances sonores interdit en effet la construction de logements à moins de 600 mètres de ce type d'infrastructure et n'autorise à planter à ses abords que des édifices industriels, des espaces verts ou encore des terrains de sports. Cette contrainte, qui semble acceptée par tous, hypothéquait en fait fortement le futur projet. Bien plus que la topographie, c'est donc *l'orgware* administratif qui semblait vouer Leidsche Rijn à devenir une ville satellite, isolée par une autoroute et flanquée d'une ceinture verte. MAX1 et Crimson ont pris conscience des enjeux de ce zoning implicite et proposé de réintégrer l'infrastructure – domaine réservé du département des Ponts et Chaussées – dans la boîte à outils de l'urbaniste. Sans en remettre en cause le tracé, ils ont suggéré de la couvrir partiellement, ce qui leur a permis de coloniser la zone décrétée inhabitable et d'établir l'extension urbaine au contact



direct de la ville voisine d'Utrecht. Paradoxalement, c'est donc en dérogeant à la législation qu'ils ont satisfait une des exigences essentielles de l'*orgware* du VINEX, celle qui vise à enrayer le mitage de l'espace rural. Dès lors, espaces verts et terrains de sport n'étaient plus un aménagement par défaut, mais pouvaient être rassemblés ailleurs en un grand parc.

Dans cet esprit, c'est l'ensemble de la forme urbaine qui émerge de la subversion de l'*orgware* existant, que celui-ci soit issu des règlements d'urbanisme en vigueur, des pressions exercées par les élus et les associations, ou enfin des exigences des promoteurs privés chargés du développement. En reconfigurant les données liées à la densité, à la mixité, au contrôle architectural, à la distribution du programme, MAX1 et Crimson ont défini une série d'indices qui irradient le plan d'influences invisibles sans pour autant figer le devenir de Leidsche Rijn. Par exemple, les données liées à la densité ne sont plus envisagées comme des rapports entre mètres carrés construits et surface au sol, mais définissent les surfaces disponibles par individu : c'est ce qu'ils appellent le *Person Space Index*, dans lequel un terrain de football où chaque joueur dispose de 200 mètres carrés a la même valeur qu'une villa sur trois niveaux de la même surface.

MAX1 et Crimson transforment donc les contraintes externes au projet en opportunités internes. En un mot, ils constituent un nouvel *orgware* susceptible d'agir comme vaccin contre l'*orgware* existant. La ville générique où règne la forme sans auteur n'est pas pour eux une fatalité; bien au contraire, elle est une construction économique, politique et culturelle que l'on peut et que l'on doit amender. Crimson définit cette approche comme la mise en œuvre d'un urbanisme de négociation qui peut le cas échéant initier une jurisprudence. La négociation n'est pas ici un moyen de préserver un projet, c'est le projet qui est conçu pour être négocié²³.

AVANT-GARDE ?

Le travail de Crimson s'inscrit dans la continuité de celui de Rem Koolhaas dans la mesure où l'un comme l'autre font de l'urbanisme un art d'accommoder le réel. Mais si la posture de Crimson est plus ingrate, elle est aussi plus courageuse : plus ingrate, car elle semble faire de l'urbaniste un technicien, un expert qui accepte de ne plus être aux premiers rangs, menant un travail fastidieux et souterrain dont il ne peut guère attendre gloire et honneur – avantages auxquels Rem Koolhaas ne semble pas prêt à renoncer; plus courageuse car, en tentant de dénouer et de renouer les fils du réel, Crimson renonce à simplifier ce qui ne peut l'être et prend toujours le risque de l'échec, tandis que Rem Koolhaas s'installe de plus en plus dans une position confortable et distante, celle de « météorologue » de l'urbanité. L'un comme l'autre, pourtant, souscrivent à cette stratégie du réel, adoptée aujourd'hui par de nombreux architectes et urba-

nistes néerlandais. Comme le suggère Anna Klingmann², la Hollande est un pays où la transgression n'est plus pensée comme une rupture produite par une avant-garde hors de l'ordre symbolique, mais plutôt comme une fracture à l'intérieur même de cet ordre. Il ne s'agit pas de rompre avec un système mais de l'exposer dans sa crise.

Si avant-garde il y a, c'est bien pour le meilleur et pour le pire. Le meilleur, parce qu'elle a réussi à renouer avec une certaine efficacité, à réinvestir les vrais problèmes que pose la ville contemporaine et à leur apporter des réponses originales. C'est là une remarquable alternative à l'héritage des post-modernes, qui avaient déserté la réalité au profit d'une autonomie de la discipline, ne produisant que des fictions plus ou moins autoréférentielles, de l'historicisme à la déconstruction. Quant au pire, il tient au risque de collusion propre à l'apologie du réel, car célébrer le «générique», c'est à l'évidence cautionner ce qui l'institue. D'une certaine manière, les architectes et urbanistes néerlandais prennent en permanence le risque d'abandonner leur rôle critique pour se contenter de rationaliser ce qui est, et de justifier l'ordre établi. Peut-on alors continuer à parler d'avant-garde si, au-delà des provocations, l'architecture réputée expérimentale devient une simple chambre d'enregistrement et d'intensification des transformations urbaines qui s'opèrent sans elle ?

Lorsque Rem Koolhaas dit : « Et si nous déclarions qu'il n'y a pas de crise... », il soulève à son insu le véritable problème que pose aujourd'hui sa posture idéologique. De même que Luc Boltanski a montré que la véritable crise n'est pas celle du capitalisme, mais celle de la critique du capitalisme, on pourrait faire l'hypothèse qu'il n'y a pas de crise de l'urbain, mais plutôt une crise profonde de la critique de l'urbanisation : « L'idée de critique ne prend sens en effet que dans un différentiel entre un état des choses désirable et un état des choses réel³. » Ignorer que le réel du futur se construit dans l'imaginaire du présent, c'est tenir aujourd'hui un discours paradoxal et se priver demain d'une véritable raison d'être.

V.D.

NOTES

1. Le Naï (Nederlands Architectuur Instituut) est basé à Rotterdam.
2. Le Stimuleringsfonds voor Architectuur est l'institution principale de ce soutien.
3. Rem Koolhaas et Bruce Mau, *S,M,L,XL*, Rotterdam, 010 Publishers, 1995, p. 958.
4. Cité par Kenneth Frampton dans *L'Architecture moderne, une histoire critique*, Sers, 1985, p. 258.
5. Rem Koolhaas, *How Modern is Dutch Architecture*, Rotterdam, 010 Publishers, 1990.
6. « Un marché a été créé pour tout, et tout est devenu un marché possible. Il y a un marché pour le sexe, pour le crime, pour les drogues (appelé *coffee-shops*), pour la mort (appelé euthanasie), pour l'argent (appelé subventions), pour la nostalgie (appelé Histoire) et pour l'architecture (appelé Rem Koolhaas) », Matthijs Bouw et Joost Meuwissen dans *Mart Stam's Trousers*, Rotterdam, 010 Publishers, 1999.
7. Marcel Smets, « Housing in the Netherlands », *Quaderns* n° 211, 1996.
8. VINEX est l'abréviation de Vlerde Nota Extra, note additionnelle au 4^e Rapport sur l'aménagement urbain.
9. Il prolonge ici le travail mené par Michel Foucault. Voir Gilles Deleuze, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle », dans *Pourparlers*, Paris, Éditions de Minuit, 1990.
10. Frank Ankersmit, *Aesthetic Politics : Political Philosophy beyond Fact and Value*, Stanford University Press, 1997.
11. Pour Gilles Deleuze, l'objectif des sociétés disciplinaires est de « concentrer, répartir dans l'espace; ordonner dans le temps; composer dans l'espace-temps une force productive dont l'effet doit être supérieur à la somme des forces élémentaires ». Voir la note 9.
12. Nimbisme, de NIMBY, pour Not In My Back Yard.
13. « Dans les écrits hippocratiques, la *krisis*, la crise d'une maladie, est le moment paroxystique au bout duquel le malade ou bien mourra ou bien, par une réaction salutaire provoquée par la crise elle-même, entamera son processus de guérison », Cornélius Castoriadis, *La Montée de l'insignifiance*, Paris, Seuil, 1996.
14. Depuis la fin des années quatre-vingt, le post-modernisme rencontre aux Pays-Bas un succès considérable, et si sa médiatisation n'est pas à la hauteur de sa réalité construite, c'est peut-être parce que ses principaux protagonistes ne sont pas des architectes et urbanistes néerlandais. On a fait grand cas du projet de Rem Koolhaas pour Almere, mais celui-ci est loin d'avoir l'impact sur le paysage urbain qu'a le nouveau centre-ville de La Haye, élaboré par Rob Krier dès 1989. Ce projet, qui allie historicisme

Photographies de Gerard Hadders dans *Mart Stam's Trousers*, 010Publishers : à gauche, « WoZoCo », immeuble de logements pour personnes âgées, par MVRDV, à droite, « De Resident », avec, en allant de la gauche vers la droite, les bâtiments de Cesar Pelli, MichaelGraves, Sjoerd Soeters et Carel Weeber.



et régionalisme, a rassemblé les plus grands noms du post-modernisme : de Cesar Pelli à Michael Graves, en passant par Adolfo Natalini et Sjoerd Soeters. Cet urbanisme de la fiction, de la fantaisie et du kitsch a aussi triomphé à Amersfoort où Ashok Bhalotra a réalisé le quartier de Kattenbroek qui n'a vraiment rien à envier aux expériences urbaines de Disney. Le travail de Jon Jerde à Rotterdam ou celui de Charles Vandenhove à Den Bosch sont d'autres exemples du rôle considérable joué par le post-modernisme aux Pays-Bas ces quinze dernières années. Dans un registre à peine différent, le déconstructivisme a eu aussi son heure de gloire avec le musée d'Art contemporain de Groningue, réalisé par Alessandro Mendini, Coop Himmelb(l)au et Team4.

15. Roemer Van Toorn, « Fresh Conservatism », conférence tenue au Berlage Institute d'Amsterdam.

16. Hans Ibelings, *Supermodernism : Architecture in the Age of Globalisation*, Rotterdam, NAI Publishers, 1998.

17. Il y a là un « art de passer pour scientifique aux yeux des littéraires », comme l'a montré Jacques Bouveresse à propos de l'affaire Sokal-Bricmont. Jacques Bouveresse, *Prodiges et vertiges de l'analogie*, Raisons d'agir, 1999.

18. Bart Lootsma, « Now switch off the Sound and reverse the Film », *Hunch* n° 1, 1999, traduit dans ce numéro du *visiteur*, cf. supra.

19. Alan Greenspan, le président de la réserve fédérale américaine, a tenu ces propos alors que l'indice de la Bourse de New York battait tous ses records et approchait des 6500 points.

20. Les membres de Crimson Architectural Historians sont Ewout Dorman, Ernst Van Der Hoeven, Michelle Provoost, Wouter Vanstiphout et Cassandra Wilkins.

21. Crimson, « O g-wars Post-urban strategie », *Daidalos* n° 72, 1999.

22. MAXI est une agence d'urbanisme basée à Rotterdam, fondée en 1994 par Riens Dijkstra et Rianne Makkink.

23. Michelle Provoost et Wouter Vanstiphout, « 30 000 houses near Utrecht », *Archis* n° 8, 1995.

24. Anna Klingmann, « Statages of the real », *Werk, Bauen+Wohnen* n° 3, mars 2000, p. 22.

25. Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, p. 69.